

## SANTÉ

## La contestation reprend

**Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) et les médecins et pharmaciens titulaires du diplôme d'études médicales spécialisées (DEMS) organisent, demain, un sit-in de protestation devant le ministère de la Santé contre les nouvelles modalités de choix de poste.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Point d'apaisement dans le secteur de la santé. Les médecins résidents refusent de baisser les bras. Leur mouvement de grève illimitée ne faiblit pas. Ils restent mobilisés et déterminés à aller jusqu'au bout de leurs revendications. «Pas de recul», affirment-ils. La colère gagne les

médecins et pharmaciens titulaires d'un DEMS.

En fin de formation, ces diplômés en études médicales spécialisées doivent choisir leur poste d'emploi. Or le ministère de la Santé a changé le mode de recrutement. Pour accéder au poste de médecin et pharmacien spécialiste de santé publique, ils doivent remplir une fiche de vœux. Le dernier délai est fixé au 24 avril prochain. Les postulants recevront par la suite par courrier leur affectation. «Nous refusons catégoriquement le nouveau mode de recrutement mis



Photo : Samir Sid

**Les médecins résidents ne décolèrent pas.**

en place par le ministère de la Santé», dénoncent les intéressés, qui demandent à revenir à l'ancienne méthode c'est-à-dire le droit de consulter la liste effective des postes. Pour manifester leur refus à ce mode de recrutement, les

médecins et pharmaciens spécialistes organisent, demain, un sit-in de protestation au niveau du ministère de tutelle. Le Collectif autonome des médecins résidents, par solidarité, se joint à cette action de protestation. Les protestataires

attendent beaucoup de la conférence des doyens qui se tiendra pendant deux jours, hier et aujourd'hui. «On attend beaucoup de cette conférence qui va entériner les décisions liées au volet pédagogique, notamment la suppression des examens intercalaires», a souligné D' Illès, délégué des médecins résidents. Ce dernier dénonce, par ailleurs, l'attitude du ministre de la Santé qui, dit-il, n'a «aucune volonté de répondre à nos préoccupations». D'où, poursuit notre interlocuteur, la décision de quitter les commissions de travail qui n'ont présenté aucune proposition concernant le statut du médecin résident.

Le délégué a expliqué que la tutelle s'engage à régler uniquement la prime de contagion qui est de l'ordre de 1 000 DA. «Nous n'avons pas fait grève pour 1 000 DA», corrige-t-il.

Quant aux médecins résidents, ils ont décidé de tenir un sit-in au niveau de la présidence. Reste à déterminer la date. Pour expliquer les «véritables» raisons de leur mouvement de protestation, ils ont décidé de mener une campagne de proximité auprès des citoyens. Une sorte de mise au point qui répondra aux déclarations de la tutelle à leur sujet.

«Le ministre dénigre les médecins résidents, il utilise les médias lourds pour retourner l'opinion publique contre nous et nous rendre responsables de l'incurie des citoyens», a expliqué un délégué des médecins. Ces derniers ont réalisé, en cotisant de l'argent, des brochures dans lesquelles ils expliquent les conditions de travail du médecin résident et le pourquoi de cette grève.

**S. A.**

## RACHID HARRAOUBIA S'ADRESSE AUX ÉTUDIANTS :

## «Je vais jusqu'au bout de mes engagements»

**Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique s'est engagé, hier, à prendre en charge les revendications «légitimes» des étudiants, mais dans le cadre des recommandations des conférences nationales.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - «Les gens me connaissent. Je n'ai jamais pris d'engagement sans aller jusqu'au bout. En installant les commissions d'experts, je ne veux ni gagner du temps ni gérer quoique ce soit. Je ne veux pas que cela dure encore mais nous ne pouvons pas faire autrement», a-t-il indiqué, hier, à l'ouverture de la session extraordinaire de la Conférence nationale des doyens des facultés des sciences médicales.

«Toute administration, quelle que soit sa hiérarchie, ne peut trancher les questions

liées à la science et à la pédagogie sans solliciter des experts. On ne peut pas prendre une décision sans une large consultation au préalable des intéressés eux-mêmes. Les structures mises en place doivent fonctionner», a-t-il soutenu.

Ainsi, le premier responsable du secteur, qui reconnaît la légitimité des revendications brandies par les étudiants, affirme que celles-ci seront prises en charge mais dans un cadre «légal et pédagogique», c'est-à-dire sous forme de recommandations émises par les participants à la conféren-

ce nationale. L'organisation de cette conférence n'a pas été chose facile puisqu'elle a nécessité plusieurs rencontres, avoue-t-on.

Les doléances des étudiants en sciences médicales sont au cœur de la conférence élargie cette fois-ci aux enseignants et aux représentants des étudiants en graduation. Des séances plénières et des ateliers par spécialité et par cycle sont mis en place pour aborder durant deux jours toutes les questions posées.

«Toute initiative sérieuse compte sur le dialogue, la concertation et la participation de tous les acteurs concernés», a insisté le ministre, précisant qu'une fois ce travail finalisé, il sera soumis à son département qui se chargera immédiatement de le mettre

en pratique. Aucune date n'a été cependant avancée. Rachid Harraoubia a laissé entendre que le problème sera résolu avant la fin de l'année universitaire.

Hier, les délégués des étudiants ont pris la parole. Une première.

Les délégués des étudiants en chirurgie dentaire, en médecine et en pharmacie se sont succédé sur l'estrade, en face des ministres de la Santé et de la Réforme hospitalière et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, pour transmettre la voix des leurs. Les conditions socioprofessionnelles, la revalorisation des sciences médicales, l'équipement et la formation ont été les points qui sont revenus dans leurs déclarations. Ces jeunes Algériens

prendront part aux séances de travail. Concernant la grève qui paralyse plusieurs universités du pays, Rachid Harraoubia a affirmé, sourire aux lèvres, en interrogeant devant la presse des recteurs présents dans la salle, que chaque établissement est libre d'organiser ses examens et le rattrapage des cours perdus. «Mon département n'intervient jamais dans ces questions.»

Quant aux revendications des grandes écoles, il a estimé que sur les 11 recommandations des conférences nationales, 10 ont été prises en charge.

«Il reste un seul point, la recommandation six qui sera concrétisée dès la prochaine rentrée universitaire», a indiqué Harraoubia.

**I. B.**

## SIT-IN HIER AU CHU MUSTAPHA-PACHA

## La colère des étudiants en pharmacie

**A l'appel de la Commission des internes en pharmacie d'Alger (CIPA), un sit-in a eu lieu, hier, au niveau de l'hôpital Mustapha-Pacha.**

En grève depuis le 28 février dernier, les étudiants en pharmacie d'Alger ont organisé ce rassemblement en guise de soutien aux autres étudiants à travers le territoire national qui, en plus de faire grève, boycottent les stages pratiques.

«Sur la capitale, nous sommes en grève mais nous assurons nos stages pratiques tandis que dans les autres wilayas ils ont boycotté les stages. Nous avons organisé ce sit-in pour

exprimer notre solidarité avec nos collègues étudiants», a expliqué Imane Djebbar déléguée des pharmaciens.

Les étudiants ont décidé d'organiser des sit-in de soutien deux fois par semaine. Ils tiendront, demain, une assemblée générale pour faire le bilan de la conférence nationale des doyens et décider des pro-

chaines actions de protestations qui accompagneront leur mouvement de protestation.

Les étudiants en pharmacie réclament le titre de docteur en pharmacie après cinq ans d'études ainsi qu'une reclassification à la catégorie 16 au lieu de la 13 actuellement. En somme, une réforme totale des études en pharmacie, la créa-

tion de la spécialité pharmacie industrielle en graduation et postgraduation et la mise en place de facultés en pharmacie. Ils revendiquent aussi l'ouverture de postes supplémentaires au résidanat. Les grévistes attendent des réponses favorables à leurs revendications «légitimes».

**S. A.**

## SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

## Communiqué

Le discours prononcé vendredi 15 avril 2011 par le président Abdelaziz Bouteflika est d'autant décevant qu'il autorise de légitimes inquiétudes et interrogations quant aux intentions du pouvoir par rapport à la presse, à la liberté de la presse et du rôle et du rang du journaliste algérien à travers la révision annoncée de la loi sur l'information. L'annonce présidentielle appelle, de notre part, les remarques et les interrogations suivantes :

Véritable acte de naissance de la presse indépendante et de la liberté d'expression en Algérie, la loi 90/ 07 du 3 avril 1990 n'a jamais été, que partiellement, mise en application par tous les pouvoirs successifs. C'est

d'ailleurs la cause principale de la situation d'anarchie et de décadence qui frappe la presse algérienne ces dix dernières années.

La loi sur l'information, actuellement en vigueur, prévoit, entre autres, un Conseil supérieur de l'information, un Conseil supérieur de l'audiovisuel, une carte nationale de presse, des conditions rigoureuses mais non politiciennes pour l'octroi d'agrément à de nouvelles publications, une convention collective, une loi sur la publicité, l'ouverture de l'audiovisuel, le respect des normes universellement admises en la matière, pour tout dire. Le Syndicat s'interroge, dès lors : qu'est-ce qui motive

alors cette volonté de réviser le code de l'information ? Cette insistance obstinée à «changer pour changer» n'a pas de sens.

Le Syndicat met en tout cas en garde contre tout excès d'euphorie au sujet de la dépénalisation des délits de presse annoncée par Bouteflika.

Tel qu'annoncé, cet engagement sera, à coup sûr, un tir à blanc. En ce sens que Bouteflika suggère de le faire à travers le code de l'information sans jamais évoquer le code pénal qui, lui, prévoit effectivement de lourdes peines de prison pour les journalistes. Davantage encore, l'aspect lié à la déontologie journalistique

dans le même discours présidentiel suscite inquiétude. Bouteflika ne suggère rien moins qu'une charte d'éthique intégrée dans une loi sur l'information. Auquel cas, ce n'est plus une charte de déontologie mais une loi, appelant donc à des sanctions judiciaires en cas d'infraction, soit exactement tout le contraire de l'objectif dévolu traditionnellement à une charte. Le Syndicat tient à rappeler, à ce propos, que la corporation est dotée d'une charte d'éthique et de déontologie, adoptée par les journalistes algériens en mai 2000. D'un statut du journaliste aussi d'ailleurs. Adopté en mai 2008, paru au Journal officiel numéro 24 du 10 mai 2008, ce

texte attend toujours ses décrets d'application. C'en est là, par ailleurs, une revendication incessante du Syndicat depuis trois ans. Dernier point concernant les médias évoqué par le discours présidentiel, l'ouverture du champ audiovisuel. Plus que tous les autres points, c'était un non-événement. Bouteflika propose de nouvelles chaînes thématiques de radio et de télévision en guise d'ouverture. Autrement dit, reconduire tel quel le paysage audiovisuel national.

**P/ le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général  
Kamel Amarni**